

## CRISE ENTRE LES PAYS DU GOLFE

# Alger opte pour une neutralité active

**Le communiqué du MAE algérien, rendu public hier matin en réaction à la crise dans le Golfe, était très attendu. Son contenu renseigne sur les préoccupations d'Alger de voir la situation se dégrader mais il met surtout en garde contre l'escalade dans la crise et appelle les pays concernés «à la nécessité d'observer, en toutes circonstances (...) les principes de non-ingérence dans les affaires internes des Etats et du respect de leur souveraineté nationale». La crainte est bien explicite : une éventuelle invasion du Qatar et ses néfastes retombées sur toute la région.**

Pour rappel, les faits d'abord. Le lundi 5 juin, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte avaient annoncé qu'ils rompaient leurs relations diplomatiques avec le Qatar.

Cette annonce qui a constitué un véritable séisme diplomatique est intervenue moins de quinze jours après la venue de Donald Trump à Riyadh où il prenait part à un sommet arabo-musulman et où il avait appelé les pays musulmans à se mobiliser contre l'extrémisme et désigné ce dernier et

l'Iran comme «les ennemis du monde». Le Qatar a été pris pour cible pour «son soutien au terrorisme et notamment à Al-Qaïda, au groupe Daesh et à la confrérie des Frères musulmans».

L'agence de presse officielle saoudienne justifie la fermeture de ses frontières terrestres et maritimes et son espace aérien avec le Qatar pour «protéger sa sécurité nationale des dangers du terrorisme et de l'extrémisme». La monarchie saoudienne dénonce de «sérieux abus des

autorités de Doha tout au long des dernières années».

L'Arabie Saoudite évoque aussi le soutien par Doha «des activités de groupes terroristes soutenus par l'Iran dans la province de Qatif, dans l'est du pays, où est concentrée la minorité chiite du royaume saoudien. Quant à l'Égypte, elle justifie sa décision par la persistance du Qatar à adopter une attitude hostile vis-à-vis du pouvoir du Caire et à soutenir les organisations terroristes et les Frères musulmans dont est issu Morsi, de même que l'appui aux opérations terroristes dans le Sinaï».

Le Qatar a également été exclu de la coalition militaire arabe qui combat les rebelles pro-iraniens au Yémen. Comme il fallait s'y attendre, cette décision a été saluée par le Président yéménite qui accuse le Qatar de soutenir ses adversaires, les Houtis, et ce, malgré sa participation à cette coalition arabe.

Dans les faits, la décision de rupture des relations avec le Qatar est déjà en cours d'exécution depuis 48 heures. La fermeture des frontières est totale, les diplomates sont rappelés et seuls, informe l'Arabie Saoudite, les pèlerins qataris sont autorisés à rentrer au royaume.

Il est clair qu'avec de telles mesures, la richesse du Qatar ne pourra rien, l'acheminement et le trafic commercial et les échanges humains étant bloqués. Cette crise est la plus grave depuis la création en 1981 du Conseil de coopération du Golfe qui regroupe l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, Qatar et le Koweït.

Dans ce Conseil, il a toujours été reproché au petit et néanmoins richissime pays gazier qu'est le Qatar de faire un peu ce que bon lui semblait. Aujourd'hui, après cette décision très lourde



Photo : Samir Sid

Abdelkader Messahel, ministre des Affaires étrangères algérien.

de ses voisins, la réaction du Qatar a été très vive au début, accusant ses voisins de vouloir mettre son pays sous tutelle et de l'étouffer économiquement.

«Cette mesure est injustifiée et fondée sur des affirmations et des allégations qui ne reposent sur aucune base factuelle», avait immédiatement réagi le ministre des AE qatari. La réaction vive, au départ, s'est toutefois mue et quelque peu modérée depuis hier, appelant ses boycotteurs à des discussions. C'est également ce que font les Etats-Unis, alliés également du Qatar.

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a appelé les pays du Golfe à «régler leurs divergences et à rester unis». Difficile de faire plus équivoque et surtout plus hypocrite.

Le communiqué des AE algériens émis hier matin est dans la droite ligne de ses principes de non-ingérence dans les affaires des autres pays.

En appelant «l'ensemble des pays concernés à adopter le dialogue comme seul moyen de

régler leurs différends et de transcender les divergences...», l'Algérie adopte, pour le moins, une position neutre qui la met à égale distance des protagonistes. Ce positionnement se justifie d'autant plus que notre pays avait eu maille à partir tant avec l'Arabie Saoudite qu'avec le Qatar.

Lors de la réunion de février 2013 au Caire des ministres des AE de la Ligue arabe, l'Algérie avait refusé de cautionner la suspension de la Syrie de cette organisation et se déclarait contre les accusations formulées contre le gouvernement de Damas. Cette position lui avait valu alors les foudres et les menaces du Qatar. Notre pays a encore refusé de voter en mars 2016 le classement du Hezbollah libanais comme organisation terroriste.

Enfin, l'Arabie Saoudite n'a encore jamais admis le refus de l'Algérie d'intégrer l'alliance armée constituée contre la résistance yéménite.

K. B.

## BRUXELLES ENTRE ABDELWAHHAB ET EL-BANNA

# Trumpettes d'Orient

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

**A Bruxelles, les responsables de l'Union européenne paniquent à l'idée — réalité — que le Président américain ait ordonné un chamboulement de l'ordre/désordre en Orient.**

Ils ont raison d'avoir peur. La crise majeure qui éclate avec fracas entre l'Arabie Saoudite, leader du Conseil de coopération du Golfe, et le Qatar est de nature à mettre de côté l'Union européenne et de laminer ses intérêts dans cette riche partie du monde.

Les principaux pays de l'UE (Allemagne, France, Italie, Belgique) ont jusque-là su tirer profit de l'équilibre constitué entre Doha et Riyadh.

En affaires avec tout ce beau monde, Paris, Berlin, Rome et Bruxelles se verront, dans peu de temps, notifier l'ordre de s'aligner sur les nouveaux enjeux édictés

par les USA. Trump, en effet, a décidé, cela a été acté, lors de son voyage en Arabie Saoudite, de privilégier le wahhabisme sur la confrérie des Frères musulmans. Ce qui explique l'engouement de l'Égypte pour cette nouvelle orientation. Peu regardant, tout comme les Européens, d'ailleurs, sur le soutien que les Saoudiens accordent aux groupes terroristes de par le monde, Daesh y compris, Washington veut tout simplement mobiliser contre l'Iran, désigné comme ennemi public numéro 1 dans la région.

Cette vision arrange, il est vrai, Israël pour qui un affaiblissement de Téhéran est tout bénéfique parce qu'il fragilise la Syrie et le Hezbollah, principaux obstacles à sa prééminence.

L'autre élément qui a déterminé l'option américaine a trait au rapprochement du Qatar avec la Russie et sa disponibilité à assainir ses relations avec Téhéran, sur, notamment, le large bassin gazier séparant l'Iran du Qatar. La

Turquie, leader argenté de la mouvance des Frères musulmans, est aussi coincée par cette attitude américaine.

L'Union européenne, que Trump n'aime pas, a déjà reçu un coup dur après l'annonce par le Président américain du retrait de la COP 21 de Paris sur le climat. Avec le choix que la nouvelle administration américaine fait en optant pour Ibn Abdelwahhab et Ibn Taymiyya plutôt que pour Hassan Al Banna et Sayed Qotb, Bruxelles est désespérée.

Le Royaume-Uni, créateur de la confrérie des Ikhwane au siècle dernier en Égypte, semble avoir été mis au parfum de la nouvelle doctrine américaine. D'où sa réaction, somme toute apaisée, à la déclaration de guerre des pays du Golfe au Qatar. Ah, la perfide Albion !

La seule attitude à tenir par l'Algérie est de rester éloignée, de ne pas prendre position dans cette sale affaire. Ni Abdelwahhab, ni El Banna.

A. M.

## MISE EN EXERGUE

### DU MÉCANISME DE COOPÉRATION

# La DGSN explique le rôle d'Afripol

**Une conférence portant sur le mécanisme de la coopération entre les polices africaines (Afripol) a été mise en exergue lors d'une rencontre, hier, à l'Ecole supérieure de la police à Alger. Une rencontre qui intervient après la première AG d'Afripol organisée par la DGSN en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (UA).**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les deux conférenciers, en l'occurrence M. Ahmed Meza et le commissaire principal Fayçal Hassani de la police judiciaire, ont souligné «l'importance de ce mécanisme», qui se veut une «valeur ajoutée» à la coopération policière régionale et internationale et «une alliance stratégique» face aux menaces internationales qui pèsent sur un environnement en constante évolution.

La conférence en elle-même se veut comme une explication de la portée et du rôle d'Afripol. Il s'agit notamment des efforts de lutte contre le terrorisme et la criminalité qui figurent en tête de l'agenda du mécanisme de coopération policière africaine. A ce propos, il est important de rappeler que «la lutte contre le terrorisme sera en tête des priorités de l'agenda d'Afripol, car étant l'un des plus dangereux crimes qui menacent la sécurité et la stabilité des pays africains».

«La mise en place de ce mécanisme est d'une extrême importance pour unifier les efforts du continent africain en matière de lutte contre les crimes dangereux, les crimes organisés et transfrontaliers», a-t-on indiqué, ajoutant qu'il serait question «d'une coordination et d'un échange sécuritaire entre les polices africaines à même de faciliter les efforts consentis pour arrêter les criminels et réduire la criminalité».

Le rôle joué par l'Algérie et son expérience dans le domaine de la lutte antiterroriste et criminelle ont été mis en évidence et réaffirmés lors de cette conférence.

Selon des conférenciers, «la priorité de la coopération sécuritaire africaine consiste en l'échange d'informations et de pratiques, ainsi que l'échange d'expériences entre les pays».

Pour rappel, la création de ce mécanisme vise l'adoption d'une vision commune pour intensifier la coopération et améliorer l'«efficacité» des différentes polices africaines, à travers l'échange d'informations et d'expériences en matière de lutte contre le crime transnational et le terrorisme et le renforcement de leurs capacités opérationnelles et techniques.

Pour les deux conférenciers, «ce mécanisme promeut la coopération policière régionale et rapprochera les vues des chefs de police en termes d'évaluation des risques, de définition des politiques, de renforcement des capacités institutionnelles de la police dans le domaine de la formation, de la police scientifique et de la gestion des services de police, chargés de veiller au respect des droits de l'Homme, de la justice et de l'égalité».

A. B.